



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Conférence de presse conjointe avec
Paschal Donohoe, président de l'Eurogroupe,
ministre des Finances de l'Irlande**

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Lundi 29 novembre 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bonjour à tous !

Je suis très heureux aujourd'hui d'avoir reçu mon ami Paschal Donohoe qui est président de l'Eurogroupe, mais d'abord un ami personnel avec lequel j'ai remarquablement travaillé depuis maintenant plusieurs mois.

Nous avons eu comme d'habitude une discussion très libre et nous avons d'abord fait le même constat que les économies européennes se relèvent rapidement et fortement.

Nous avons tous collectivement, nous, européens, été efficaces dans la protection de nos économies, la protection de nos salariés, la protection de nos entreprises, et efficace également dans la relance économique puisque la croissance de la zone euro devrait atteindre les 5 % en 2021. La croissance Française, comme vous le savez, dépasser notre prévision actuelle de 6,25 % en 2021. Il est possible que la croissance française soit supérieure à cette prévision de 6,25 % en 2021.

Grâce à cette protection, nous allons également relancer l'emploi. Nous avons créé 1 million d'emplois, comme vous le savez depuis le début du quinquennat et surtout, je pense que c'est la meilleure nouvelle qui soit arrivée à l'économie française depuis très longtemps. Notre taux d'emploi n'a jamais été aussi haut, près de 68 % pour les 15-64 ans. Cela n'était jamais arrivé depuis un demi-siècle en France. C'est une excellente nouvelle. Cela veut dire que la France retrouve le chemin du travail et s'oriente vers le plein emploi, ce qui n'était arrivé depuis un demi-siècle dans notre pays.

Bien entendu, nous faisons face, chacun l'a noté, à une reprise de l'épidémie en France et en Europe. Nous en avons longuement discuté avec Paschal tout au long du déjeuner. Je pense que nous partageons la même analyse, nous n'avons pas d'inquiétude sur la croissance en France et en Europe. Nous n'avons pas d'inquiétude sur les conséquences de cette reprise de l'épidémie sur la croissance française, car la croissance française est solide et que les fondamentaux de l'économie française sont bons.

L'autre raison pour laquelle nous ne sommes pas inquiets, c'est que nous avons appris, depuis plusieurs mois que cette pandémie dure, à maintenir l'activité économique alors que le virus circule. Je pense que nous avons tous su tirer les leçons de l'expérience au fur et à mesure des mois.

J'appelle néanmoins chacun évidemment, à respecter les gestes barrières, à se faire vacciner, à faire la troisième dose de vaccination si nécessaire, de façon à ce que nous arrivions tous ensemble à contenir la circulation de ce virus à un moment où la croissance est solide, avec des fondamentaux de l'économie qui sont bons.

Nos motifs de préoccupation sont, vous le savez, face à cette reprise de la pandémie et à ce retour de la croissance, surtout sur la difficulté de recrutement, sur la difficulté d'approvisionnement en matières premières. C'est cela qui me mobilise et qui mobilise tout le Gouvernement depuis maintenant plusieurs mois. Cela appelle une réponse conjoncturelle qu'a apportée notamment le Premier ministre sur le prix de l'énergie, et une réponse plus structurelle qui passe par la formation et la qualification pour les salariés. Qui passe également par la construction de nouvelles chaînes de valeur en France ; c'est l'objet du plan d'investissement, dont j'ai présenté des grandes lignes à Paschal Donohoe pendant le déjeuner.

Enfin, évidemment, je le précise, nous restons attentifs aux tensions inflationnistes, mais nous partageons avec Paschal la même évaluation. Ces tensions inflationnistes sont transitoires.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Elles sont liées principalement à l'augmentation des prix de l'énergie dont on voit bien qu'ils sont extrêmement volatils puisque le prix du Brent a pu perdre en quelques heures quasiment 10 dollars le baril, passant de plus de 80 dollars le baril à un peu plus de 70 dollars le baril, juste après l'annonce qu'un certain nombre d'Etats allaient puiser dans leurs réserves stratégiques. Il est légèrement remonté depuis, mais nous voyons bien l'extrême volatilité de ces prix de l'énergie, qui explique très largement les tensions inflationnistes.

Enfin, nous avons évidemment évoqué avec Paschal Donohoe les enjeux de la présidence française de l'Union européenne qui commence, je le rappelle, à partir du 1^{er} janvier prochain. Je suis convaincu que nous aurons avec Paschal une coopération étroite et constructive tout au long de ces prochains mois, notamment entre l'Eurogroupe qui rassemble les ministres des Finances de la zone euro et l'ECOFIN.

Le président de la République dévoilera prochainement les priorités de la présidence française. Je voudrais simplement indiquer quelques éléments que nous avons soulevés avec Paschal au cours de notre déjeuner.

D'abord, nous avons évoqué les consultations sur les règles budgétaires et la gouvernance économique en Europe. Ce débat est un débat légitime. Il a été lancé par la Commission européenne, par Paolo Gentiloni et il va nous occuper tout au long des six prochains mois. Je crois que nous sommes d'accord sur plusieurs constats.

Le premier, c'est qu'il faut des règles communes dans une zone monétaire commune. Vous ne pouvez pas avoir de zone monétaire commune sans avoir des règles que respectent l'ensemble des Etats membres ; cela fait partie évidemment des points que nous défendons avec Paschal Donohoe.

Deuxième point sur lequel nous sommes parfaitement d'accord, c'est sur la nécessité de réduire le niveau de dette publique. Les dettes publiques doivent être réduites. Elles doivent l'être fermement, mais progressivement. Ne reproduisons pas en 2021 ou 2022 les erreurs que nous avons commises au lendemain de la crise financière en allant trop vite dans le rétablissement des finances publiques et dans la réduction de la dette publique parce que vous courrez le risque de casser la croissance.

Le troisième point, c'est que ces règles dont nous discutons doivent permettre de soutenir la croissance en Europe et doivent nous permettre de faire face à un double défi la transition écologique et la transition technologique, voilà le cadre dans lequel nous inscrivons cette réflexion sur les règles budgétaires et la gouvernance économique, des règles communes pour que la zone euro puisse être solide. La nécessité de réduire la dette publique fermement, mais progressivement et la possibilité de financer les investissements nécessaires à la transition écologique et à la transition numérique.

J'ai par ailleurs insisté sur trois points sur lesquels nous avons un terrain d'entente avec Paschal et notamment un sur lequel je veux à nouveau le remercier.

Le premier, c'est la mise en application définitive de la taxation internationale, des multinationales et des gens du numérique. Cela fait quatre ans que la France est engagée pour un accord sur cette taxation internationale, nous y sommes arrivés. Nous y sommes arrivés notamment grâce au sens des responsabilités de l'Irlande et en particulier, du président de l'Eurogroupe, ministre des Finances Irlandais, Paschal Donohoe. Je tiens donc à le remercier pour son sens des responsabilités, car c'est un changement majeur qui a été porté par l'Irlande et porté par Paschal. C'est le soutien de l'Irlande qui nous a permis, in fine, de parvenir à un accord global à vingt-sept sur cette taxation internationale qui correspond aux exigences du XXI^{ème} siècle. Il faut maintenant le traduire en obligations juridiques, c'est ce que nous voulons faire pendant la présidence française de l'Union européenne.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le deuxième point que j'ai souligné, c'est l'importance de mettre en œuvre un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Cela fait partie des objectifs très concrets de la présidence française de l'Union européenne.

Le président de la République l'a rappelé à de nombreuses reprises nous ne pouvons pas engager autant de financements dans la décarbonisation de notre économie et, en retour, continuer à importer en France ou en Europe des produits qui sont lourdement carbonés. Je crois que les derniers exemples que nous avons eus récemment sur des aciéries, par exemple, montrent à quel point il est urgent de mettre en place ce mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Enfin, un point qui va nous mobiliser tous les deux également, et auquel je crois profondément, c'est la mise en place d'un euro numérique. L'euro numérique, c'est l'affirmation de l'euro sur la scène financière internationale. L'euro numérique, c'est une réponse aux attentes des consommateurs européens. L'euro numérique, c'est une nouvelle étape dans l'affirmation de la zone euro sur la scène internationale. C'est un projet que porte Paschal et que je soutiens totalement. Nous estimons que c'est un des éléments clés de modernisation de notre monnaie commune.

Je profite de cette conférence de presse pour vous dire un tout dernier mot sur la taxonomie européenne, elle est un peu plus loin des débats sur la zone euro, mais elle est au cœur des débats actuels.

Je veux redire à quel point nous estimons que cette taxonomie européenne est essentielle pour financer notre transition énergétique. Dans cette transition énergétique, le nucléaire peut et doit trouver toute sa place. Il est donc essentiel que l'énergie nucléaire figure dans la taxonomie européenne. C'est un point dur de la position française, l'énergie nucléaire n'émet pas de CO₂. L'énergie du nucléaire permet de réussir notre transition énergétique. Nous tenons donc à ce que cette électricité propre, constante, à prix abordable pour tous nos compatriotes, figure dans la taxonomie européenne.

Thank you so much Paschal.